

**Droit de réponse à la lettre du jour (Tribune de Genève du 24-01-00 ) de  
Fred Gysler « Le Forum de Davos et les casseurs » p.22**

*Manifester à Davos pour plus d'humanité dans l'économie-monde*

---

A la lecture de cette lettre ma consternation est totale. Son auteur paraît être borné quant à sa perception des problèmes liés à la mondialisation. Mais on ne peut pas toujours attendre de ceux qui vivent aisément ici en Suisse de comprendre la misère innommable des populations pauvres du monde.

Le forum de Davos est une foire annuelle de bonnes intentions qui prétend chercher des solutions aux problèmes de la globalisation. Mais la question est de savoir : des solutions pour qui ? et avec quelle politique internationale ?

L'OMC ne fixe pas les règles du commerce loyalement, car le consensus en son sein est de fait celui des pays riches et des multinationales qui ne répond que très superficiellement, quand il ne les aggrave pas, aux besoins de développement des pays dits pauvres. Si la misère de la moitié de la planète est due à des régimes corrompus et dictatoriaux, il faut noter que ces régimes ont toujours été d'étroite connivence avec le marché qui tolère leurs crimes tant qu'ils garantissent les intérêts du système. Les progrès sociaux et écologiques prétendument permis par le néolibéralisme sont de loin insignifiants par rapports aux exclusions, à la pollution et à l'appauvrissement continu d'une grande partie de l'humanité entraînée par la mondialisation qui fait de la concurrence et de la libéralisation totale son fer de lance. C'est-à-dire qu'on demande à des Etats faiblement structurés, à peine sortie de la colonisation, des indépendances factices et des régimes dictatoriaux et patrimoniaux divers d'ouvrir leurs frontières à la concurrence du Marché. Ce n'est tout simplement pas juste, car l'Etat a été pendant très longtemps et est encore aujourd'hui dans les pays dits développés un garant et un catalyseur du développement socio-économique.

L'Etat que M.( ?) Fred Gysler récuse dans sa lettre est celui-là même qui fait une certaine fierté de la Confédération Helvétique, malgré la présence et l'expansion incontestable des marchés financiers. On ne peut pas faire n'importe quoi en Suisse parce l'Etat y est fort et y garantit un certain nombre de prestations publiques. Le protectionnisme y est pratiqué comme dans plupart des pays riches qui se retrouvent chaque année à Davos pour contraindre les autres à baisser leurs barrières douanières. Pourquoi alors demander aux autres pays d'abandonner leur souveraineté et d'ouvrir sans restriction leur commerce aux multinationales et aux Marchés ? Il y a là une iniquité fondamentale, un marché de dupe où naturellement les plus faibles sont plumés par les plus forts par le biais de leurs régimes politiques locaux qui ne

représentent plus leurs peuples, mais les intérêts des multinationales et des institutions financières et régulatrices des échanges internationaux.

Manifester à Davos n'est pas synonyme de casser, mais bien de montrer à la face du monde qu'il est temps que l'économie se tourne résolument vers la satisfaction des besoins de l'humanité et non vers la spéculation effrénée, c'est-à-dire vers le jeu, pendant que des milliers de personnes crèvent chaque jour de faim, de maladies et de guerres qu'une saine et équitable redistribution des richesses de la terre aurait permis d'éviter. Certes, le vandalisme ne saurait être le meilleur moyen de se faire écouter, c'est pourquoi nous pensons que les citoyens qui manifesteront à Davos sont mûres pour exprimer leurs opinions pacifiquement et ne se laisseront pas tenter par la casse que les forces de l'ordre suisses et autres défenseurs des gourous de Davos attendent de pied ferme pour réprimer. Car ce qu'il faut espérer de ces manifestations, c'est une prise de conscience pour plus d'équité et d'humanité dans l'économie, les échanges mondiaux et leur régulation.

BAYALA Parfait

*Etudiant à l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement (IUED), Genève.*